

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 2 septembre 1985.

Art. 9. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 20 août 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
J. GOL

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

F. 81 — 1896

20 AOUT 1985

Arrêté royal fixant le règlement particulier
du tribunal du travail de Verviers

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, notamment l'article 81, modifié par les lois des 30 juin 1971 et 4 août 1978, les articles 82, 83 et 86, l'article 88, modifié par la loi du 15 juillet 1970, les articles 89 à 91, l'article 92, modifié par la loi du 28 juin 1974 et les articles 93, 95 et 96;

Vu l'arrêté royal du 21 juillet 1970 relatif à l'institution de sections dans les cours du travail, les tribunaux de première instance, les tribunaux du travail, les tribunaux de commerce et les tribunaux de police, notamment l'article 3, § 4;

Vu les avis du premier président de la cour du travail de Liège, du premier président de la cour d'appel de Liège et du procureur général à Liège, du président du tribunal du travail de Verviers, de l'auditeur du travail à Verviers, du greffier en chef du tribunal du travail de Verviers et du bâtonnier de l'Ordre des avocats de Verviers;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le tribunal du travail de Verviers se compose de quatre chambres réparties en trois sections : Verviers, Eupen et Malmédy.

Section de Verviers :

La première et la deuxième chambre connaissent de toutes les affaires reprises aux articles 578 à 583 du Code judiciaire ainsi que des contestations prévues à l'article 34ter, § 4, de la loi du 9 août 1963, instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

La première chambre connaît aussi des renvois après cassation.

Section d'Eupen :

La troisième chambre connaît de toutes les affaires reprises aux articles 578 à 583 du Code judiciaire ainsi que des contestations prévues à l'article 34ter, § 4, de la loi du 9 août 1963, instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Section de Malmédy :

La quatrième chambre connaît de toutes les affaires reprises aux articles 578 à 583 du Code judiciaire ainsi que des contestations prévues à l'article 34ter, § 4, de la loi du 9 août 1963, instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Art. 2. Les audiences des différentes chambres se tiennent :

Section de Verviers :

à Verviers, rue du Collège 1, (1er étage)
la première chambre : les lundis, mardis et mercredis à 14 h 30 m;

la deuxième chambre : les lundis et vendredis à 14 h 30 m.

Les audiences de conciliation sont fixées au lundi et les audiences du président du tribunal siègent en référé aux premiers et troisièmes lundis du mois à 14 heures. Il en est de même pour le bureau d'assistance judiciaire.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 2 september 1985.

Art. 9. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 20 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
J. GOL

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

N. 85 — 1896

20 AUGUSTUS 1985

Koninklijk besluit tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Verviers

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op artikel 81, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1971 en 4 augustus 1978, op de artikelen 82, 83 en 86, op artikel 88, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1970, op de artikelen 89 tot 91, op artikel 92, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1974 en op de artikelen 93, 95 en 96;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 juli 1970 betreffende de instelling van afdelingen in de arbeidshoven, de rechtbanken van eerste aanleg, de arbeidsrechtbanken, de rechtbanken van koophandel en de politierechtbanken, inzonderheid op artikel 3, § 4;

Gelet op de adviezen van de eerste voorzitter van het arbeidshof te Luik, van de eerste voorzitter van het hof van beroep te Luik en van de procureur-generaal te Luik, van de voorzitter van de arbeidsrechtbank te Verviers, van de arbeidsauditeur te Verviers, van de hoofdgriffier van de arbeidsrechtbank te Verviers en van de stafhouder van de Orde van advocaten te Verviers;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De arbeidsrechtbank te Verviers bestaat uit vier kamers, verdeeld over drie afdelingen : Verviers, Eupen en Malmédy.

Afdeling Verviers :

De eerste en de tweede kamer nemen kennis van alle zaken genoemd in de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek, alsmede van de geschillen genoemd in artikel 34ter, § 4, van de wet van 9 augustus 1983 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

De eerste kamer neemt ook kennis van de verwijzing na cassatie.

Afdeling Eupen :

De derde tweede kamer neemt kennis van alle zaken genoemd in de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek, alsmede van de geschillen genoemd in artikel 34ter, § 4, van de wet van 9 augustus 1983 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Afdeling Malmédy :

De vierde kamer neemt kennis van alle zaken genoemd in de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek, alsmede van de geschillen genoemd in artikel 34ter, § 4, van de wet van 9 augustus 1983 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Art. 2. De zittingen van de verschillende kamers worden gehouden als volgt :

Afdeling Verviers :

te Verviers, rue du Collège 1, (le verdieping);
de eerste kamer : op maandag, dinsdag en woensdag om 14 u. 30 m.;

de tweede kamer : op maandag en vrijdag om 14 u. 30 m.

De zittingen tot minnelijke schikking worden gehouden op maandag en de zittingen van de voorzitter van de rechtbank, zitting houdend in kort geding, de eerste en derde maandag van de maand op 14 uur. Hetzelfde geldt voor het bureau voor rechtsbijstand.

Section d'Eupen :
 à Eupen, Klötzerbahn 27 (Justice de Paix);
 la troisième chambre : les premier et troisième jeudis du mois, à 14 h 30 m, le premier lundi du mois, à 14 h 30 m.
 Les audiences de conciliation, les audiences de référé ainsi que celles du bureau d'assistance judiciaire se tiennent les premier et troisième jeudis du mois, à 14 heures.

Section de Malmédy :
 à Malmédy, rue Steinbach 2, (Justice de Paix);
 la quatrième chambre : les deuxième et quatrième jeudis du mois à 14 h 30 m, le deuxième lundi du mois à 14 h 30 m.
 Les audiences de conciliation, les audiences de référé ainsi que celles du bureau d'assistance judiciaire se tiennent les deuxième et quatrième jeudis du mois, à 14 heures.

Art. 3. Les chambres peuvent, selon les besoins du service, tenir des audiences extraordinaires dont elles fixent elles-mêmes les jours et heures, après avoir recueilli l'avis du président du tribunal et de l'auditeur du travail.

Le président du tribunal peut aussi, lorsque les besoins du service l'exigent, et après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, décider de faire tenir, par une ou plusieurs chambres, des audiences supplémentaires dont il fixe les jours et heures.

Le président peut, en outre, après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, modifier temporairement le nombre et les attributions des chambres. Dans ces cas, son ordonnance est affichée au greffe et le premier président de la Cour du travail en est immédiatement informé.

Art. 4. Les introductions ont lieu à Verviers :

1. à l'audience du lundi de première chambre, en toutes matières, sauf en ce qui concerne la législation sur les handicapés et les travailleurs indépendants;

2. à l'audience du vendredi de la deuxième chambre en ce qui concerne la législation sur les handicapés et les travailleurs indépendants;

3. les permier et troisième lundis du mois, en matière de référé et d'assistance judiciaire.

Les introductions ont lieu à Eupen :

1. le premier jeudi du mois, en toutes matières, sauf en ce qui concerne la législation sur les handicapés et les travailleurs indépendants;

2. le troisième jeudi du mois, en ce qui concerne la législation sur les handicapés et les travailleurs indépendants.

Les introductions ont lieu à Malmédy :

1. le deuxième jeudi du mois, en toutes matières, sauf en ce qui concerne la législation sur les handicapés et les travailleurs indépendants;

2. le quatrième jeudi du mois, en ce qui concerne la législation sur les handicapés et les travailleurs indépendants.

A Eupen et à Malmédy, les introductions en matière de référé et d'assistance judiciaire se font lors des audiences du jeudi.

Pour les autres affaires dont les juridictions du travail prennent connaissance en vertu de dispositions légales ou réglementaires relatives à des matières qui ne sont pas visées par les articles 578 à 583 du Code judiciaire, l'introduction se fait :

à Verviers : le lundi, à l'audience de la première chambre;

à Eupen : les premier et troisième jeudis;

à Malmédy : les deuxième et quatrième jeudis.

Art. 5. Le président du tribunal établit, après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, les jours et heures des audiences de vacations et désigne les magistrats qui doivent y siéger.

Le président peut, en tout temps, modifier ces jours et heures en raison des nécessités du service et ce, par ordonnance.

Cette ordonnance et ses modifications éventuelles sont transmises au premier président de la Cour du travail et à l'auditeur du travail.

Art. 6. L'arrêté royal du 30 octobre 1970 fixant le règlement particulier du tribunal du travail de Verviers, modifié par les arrêtés royaux des 25 octobre 1971 et 28 décembre 1976, est abrogé.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 2 septembre 1985.

Afdeling Eupen :
 te Eupen, Klötzerbahn 27 (Justice de Paix);
 de derde kamer : de eerste en derde donderdag van de maand om 14 u. 30 m., de eerste maandag van de maand op 14 u. 30 m.

De zittingen tot minnelijke schikking, de zittingen in kort geding en die van het bureau voor rechtsbijstand worden gehouden de eerste en derde donderdag van de maand om 14 uur.

Afdeling Malmédy :
 te Malmédy, rue Steinbach 2, (Justice de Paix);
 de vierde kamer : de tweede en vierde donderdag van de maand om 14 u. 30 m., de tweede maandag van de maand om 14 u. 30 m.

De zittingen tot minnelijke schikking, de zittingen in kort geding en die van het bureau voor rechtsbijstand worden gehouden de tweede en vierde donderdag van de maand om 14 uur.

Art. 3. De kamers kunnen, naar gelang van de behoeften van de dienst, buiten gewone zittingen houden waarvan zij zelf de dag en het uur vaststellen, na het advies van de voorzitter van de rechtbank en van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen.

Wanneer de behoeften van de dienst het rechtvaardigen, kan de voorzitter van de rechtbank, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, het aantal kamers en de bevoegdheden ervan tijdelijk wijzigen. In dit geval wordt zijn beschikking ter griffie aangeplakt en onmiddellijk ter kennis gebracht van de eerste voorzitter van het arbeidshof.

De voorzitter van de rechtbank kan ook, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, het aantal kamers en de bevoegdheden ervan tijdelijk wijzigen. In dit geval wordt zijn beschikking ter griffie aangeplakt en onmiddellijk ter kennis gebracht van de eerste voorzitter van het arbeidshof.

Art. 4. Te Verviers geschieden de inleidingen :

1. op de zitting van de eerste kamer op maandag, in alle zaken met uitzondering van die welke betrekking hebben op de wetgeving inzake minder-validen en zelfstandigen;

2. op de zitting van de tweede kamer op vrijdag, in alle zaken die betrekking hebben op de wetgeving inzake minder-validen en zelfstandigen;

3. de eerste en derde maandag van de maand, in kort geding en inzake rechtsbijstand.

Te Eupen geschieden de inleidingen :

1. de eerste donderdag van de maand, in alle zaken met uitzondering van die welke betrekking hebben op de wetgeving inzake minder-validen en zelfstandigen;

2. de derde donderdag van de maand, in alle zaken die betrekking hebben op de wetgeving inzake minder-validen en zelfstandigen.

Te Malmédy geschieden de inleidingen :

1. de tweede donderdag van de maand, in alle zaken met uitzondering van die welke betrekking hebben op de wetgeving inzake minder-validen en zelfstandigen;

2. de vierde donderdag van de maand, in alle zaken die betrekking hebben op de wetgeving inzake minder-validen en zelfstandigen.

Te Eupen en te Malmédy geschieden de inleidingen inzake kort geding en rechtsbijstand op de zittingen van donderdag.

Voor de andere zaken waarvan de arbeidsgerechten kennis nemen krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende aangelegenheden die niet genoemd zijn in de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek, geschieden de inleidingen :

te Verviers : op de zitting van de eerste kamer op maandag;

te Eupen : de eerste en derde donderdag van de maand;

te Malmédy : de tweede en vierde donderdag van de maand.

Art. 5. De voorzitter van de rechtbank stelt, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonen, de dag en het uur van de vakantiezittingen vast en wijst de magistraten aan die er zullen nemen.

De voorzitter kan te allen tijde die lijst bij beschikking wijzigen volgens de behoeften van de dienst.

Die beschikking en de eventuele wijzigingen worden toegezonden aan de eerste voorzitter van het Arbeidshof en aan de arbeidsauditeur.

Art. 6. Het koninklijk besluit van 30 oktober 1970 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtsbank te Verviers, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 oktober 1971 en 28 december 1976, wordt opgeheven.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 2 september 1985.

Art. 8. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 20 août 1985.

BAUDOUIN.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
J. GOL

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

F. 81 — 1897

20 AOUT 1985
Arrêté royal fixant le règlement particulier
du tribunal du travail de Huy

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, notamment l'article 81, modifié par les lois des 30 juin 1971 et 4 août 1978, les articles 82, 83 et 86, l'article 88, modifié par la loi du 15 juillet 1970, les articles 89 à 91, l'article 92, modifié par la loi du 28 juin 1974 et les articles 93, 95 et 96;

Vu les avis du premier président de la cour du travail de Liège, du premier président de la cour d'appel de Liège et du procureur général à Liège, du président du tribunal du travail de Huy, de l'auditeur du travail à Huy, du greffier en chef du tribunal du travail de Huy et du bâtonnier de l'Ordre des avocats de Huy;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le tribunal du travail de Huy est composé de cinq chambres.

La première chambre traite des matières relatives aux travailleurs indépendants.

La deuxième chambre traite des affaires relatives aux ouvriers.

La troisième chambre traite des affaires relatives aux employés.

La quatrième chambre traite des affaires relatives aux handicapés.

La cinquième chambre (juge unique) prend connaissance des contestations visées à l'article 34ter, § 4, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Chaque chambre connaît en outre, selon la répartition qui en est faite par le président, des autres affaires dont les juridictions du travail prennent connaissance, en vertu de dispositions légales ou réglementaires relatives à des matières qui ne sont pas visées par les articles 578 à 583 du Code judiciaire.

Art. 2. Les audiences se tiennent comme suit :

la première chambre : le deuxième vendredi du mois;

la deuxième chambre : les premiers, seconds, troisièmes et quatrièmes mercredis du mois;

la troisième chambre : les premiers et seconds vendredis du mois;

la quatrième chambre : le quatrième vendredi du mois;

la cinquième chambre : le deuxième mardi du mois.

Le président tient les audiences de référés le mardi.

Le bureau d'assistance judiciaire siège le mardi.

Les audiences commencent à 9 h 30 m. La durée des audiences est de trois heures au moins, non compris le règlement du rôle et la prononciation des jugements.

Art. 3. Les chambres existantes peuvent, selon les besoins du service tenir des audiences supplémentaires, dont elles fixent elles-mêmes les jours et heures, avec l'accord du président du tribunal et après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail.

Art. 8. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 20 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
J. GOL

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

N. 85 — 1897

20 AUGUSTUS 1985
Koninklijk besluit tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Hoei

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op artikel 81, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1971 en 4 augustus 1978, op de artikelen 82, 83 en 86, op artikel 88, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1970, op de artikelen 89 tot 91, op artikel 92, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1974 en op de artikelen 93, 95 en 96;

Gelet op de adviezen van de eerste voorzitter van het arbeidshof te Luik, van de eerste voorzitter van het hof van beroep te Luik en van de procureur-generaal te Luik, van de voorzitter van de arbeidsrechtbank te Hoei, van de arbeidsauditeur te Hoei, van de hoofdgriffier van de arbeidsrechtbank te Hoei en van de stafhouder van de Orde van advocaten te Hoei;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De arbeidsrechtbank te Hoei bestaat uit vijf kamers.

De eerste kamer neemt kennis van de zaken betreffende zelfstandigen.

De tweede kamer neemt kennis van de zaken betreffende arbeiders.

De derde kamer neemt kennis van de zaken betreffende bedieningen.

De vierde kamer neemt kennis van de zaken betreffende mindervaliden.

De vijfde kamer (alleensprekende rechter) neemt kennis van de geschillen genoemd in artikel 34ter, § 4, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Iedere kamer neemt tevens, naar gelang van de door de voorzitter gedane verdeling, kennis van de zaken waarvan de arbeidsrechten kennis nemen krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende aangelegerden die niet genoemd zijn in de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek.

Art. 2. De zittingen worden gehouden als volgt :

de eerste kamer : de tweede vrijdag van de maand;

de tweede kamer : de eerste, tweede, derde en vierde woensdag van de maand;

de derde kamer : de eerste en derde vrijdag van de maand;

de vierde kamer : de vierde vrijdag van de maand;

de vijfde kamer : de tweede dinsdag van de maand.

De voorzitter houdt zitting in kort geding op dinsdag.

Het bureau voor rechtsbijstand houdt zitting op dinsdag.

De zittingen vangen aan om 9 u. 30 m. Zij duren ten minste drie uur, rolregeling en uitspraak van vonnissen niet inbegrepen.

Art. 3. De bestaande kamers kunnen, naar gelang van de behoeften van de dienst, bijkomende zittingen houden waarvan zij zelf de dag en het uur bepalen in overleg met de voorzitter van de rechtbank.